Pages 8 et 9 – La nouvelle politique étrangère américaine.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 29 MARS 2021 - 51e ANNÉE - N° 1208 - 4 €

Roquet

« Petite frappe », « troll idéologique », « hyène folle ». Tels sont les compliments que l'ambassadeur de Chine à Paris a adressés, le 19 mars 2021, au chercheur Antoine Bondaz, via le compte twitter de l'ambassade. Son Excellence, en effet, ne supporte pas que le responsable du programme « Taïwan, sécurité et diplomatie » à la Fédération pour la Recherche Stratégique se soit ému des critiques formulées par l'ambassadeur contre un projet de voyage de diplomates français à Taïwan. D'où ces propos à la sauce aigre douce.

Et ce n'est pas son premier fait d'armes. En avril 2020 déjà, il avait accusé les personnels des Ehpad français d'avoir abandonné leurs patients et de les avoir laissés mourir de faim. Cela lui avait valu une première convocation au Quai d'Orsay, celle du 23 mars devenant ainsi la seconde.

Nul doute que ces provocations délibérées ne soient approuvées par les autorités de Pékin. Déjà, au Canada, lors de sa précédente affectation, Lu Shaye s'était distingué par ses déclarations tout en nuances sur le suprématisme blanc des autorités canadiennes. Cela ne l'empêcha nullement d'être promu en 2019 à Paris. Aux dires des spécialistes de la diplomatie chinoise, ce personnage fait partie d'une génération de diplomates baptisés les « loups guerriers » et déterminés à défendre bec et ongles les intérêts de la Chine. Or, parler de « loup guerrier » paraît très excessif, d'abord parce qu'un loup est un animal noble et ensuite parce qu'il semblerait que notre ambassadeur confonde loup et roquet. ■

WIKI COMMONS

Danone livré aux fonds vautours

Le limogeage du patron de Danone témoigne de l'emprise exercée sur notre système économique par une finance avide et agressive.

Le capitalisme est-il réformable de l'intérieur ? L'éviction, le 15 mars, d'Emmanuel Faber, ex-PDG de Danone, nous amène à répondre par la négative. Ce patron – que certains qualifient de « visionnaire », d'autres, d' « autoritaire » – voulait donner un nouveau souffle au géant de l'alimentation en le transformant en « société de mission », et associer la poursuite d'objectifs sociaux et environnementaux à la quête de la rentabilité. Cela passait par sa réorganisation et risquait de prendre du temps.

Trop ! pour deux fonds d'investissement guidés par l'appât du gain immédiat. Ils ont obtenu sa tête, montrant ainsi que ce sont eux qui détiennent le véritable pouvoir au sein de l'entreprise, quelles que soient les lois votées par des parlements démocratiquement élus et les aspirations des peuples. **L'article de Nicolas Palumbo en pages 2 et 3.**

Jeunesse de Pierre Nora

L'historien des *Lieux de mémoire* évoque son itinéraire et la relation personnelle qu'il a nouée avec la France.

Inventeur du concept d'egohistoire, Pierre Nora voulait que ses éminents collègues expliquent, en historiens, le lien qui existe entre l'histoire qu'on a faite et l'histoire qui vous fait. C'est à cet exercice qu'il se livre dans son dernier livre publié, en gardant à l'esprit la distinction qu'il a clairement établie entre l'histoire et la mémoire.

Fils d'un combattant de la Première Guerre mondiale, témoin du désastre de 1940 et de la bataille du Vercors, membre d'une famille juive qui échappa aux Allemands, Pierre Nora a un rapport existentiel à la France qui éclaire son magnifique parcours d'éditeur et d'historien et il en apporte à nouveau le témoignage. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 4 : **Pressions allemandes sur l'avion du futur.**

Page 5 : **Sarkozy & compagnie.**

Page 7 : **Les élections en Israël.**

Page 12 : **David Goodhart.**

Page 14 : **Résistance royaliste : Raymond Toublanc.**

Page 16 : Éditorial.
L'empire des normes.

AFFAIRE DANONE

La fiction du capitalisme responsable

L'éviction d'Emmanuel Faber de la présidence de Danone est le révélateur des pratiques de « l'économie de marchands » dans laquelle le monde se complaît depuis près de cinquante ans. L'échec de ce patron, qui se voulait révolutionnaire, scelle l'impossibilité de transformer le capitalisme de l'intérieur.

Si l'annonce du limogeage d'Emmanuel Faber, directeur général de Danone depuis 2014, promu PDG trois ans plus tard, a été officialisée, le 15 mars dernier, à l'issue d'un conseil d'administration houleux, le feu couvait sous la cendre depuis quelque temps déjà. En lâchant leur PDG, les administrateurs du géant de l'alimentation cédaient aux pressions de moins en moins amicales de deux actionnaires minoritaires : le fonds activiste, Bluebell Capital Partners, et Artisan Partners, qui n'est pas un fonds activiste, mais qui en a adopté les méthodes. Pour certains, les fonds activistes font figure de « mal actionnarial absolu » quand d'autres les qualifient de « fonds vautour » ; disons qu'il s'agit de fonds d'investissement dont l'objectif consiste à prendre des participations minoritaires au capital de sociétés cotées en Bourse et considérées comme mal gérées, donc recelant un fort potentiel d'amélioration et des perspectives de gains importants à court terme. Une fois entrés au conseil d'administration, ils y mènent une lutte intense pour obliger l'entreprise à changer de stratégie, s'il le faut en évinçant ses dirigeants. Le but du jeu étant de faire repartir le titre à la hausse et d'empocher une substantielle plus-value à la revente.

C'est exactement ce qu'il s'est passé chez Danone. Profitant d'une baisse du cours de l'action, les deux fonds entrent au capital de la multinationale à hauteur de 3 % à eux deux et contestent d'emblée les choix opérés par Emmanuel Faber. Outre le fait que la gestion de son PDG – jugée autoritaire, fort peu collégiale et trop visionnaire – était contestée en interne, les résultats du groupe n'étaient pas à la hauteur des rendements escomptés. Entre 2014 et 2020, le cours de bourse de l'action Danone a progressé de 3 %, quand celui de ses principaux concurrents augmentait de 45 %, pour

DR.

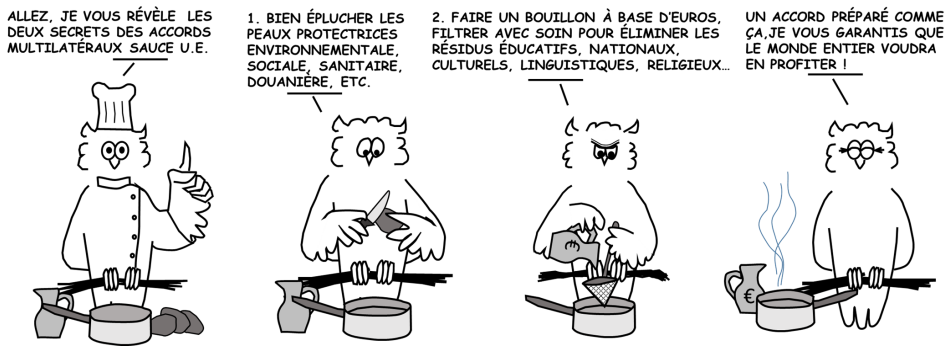
Emmanuel Faber. Le PDG de Danone vient de payer très cher sa tentative d'échapper aux dures lois du capitalisme.

Nestlé, et de plus de 70 %, pour Unilever. Les deux fonds plaident alors pour le remplacement de Faber – d'où son éviction. Dès l'annonce de son départ, le cours de l'action de Danone a grimpé de 4 %. CQFD.

Bref retour en arrière. Fin juin 2020, le changement de statut du groupe en « société de mission » est adopté à plus de 99 % par le Conseil d'administration. Cette opportunité, voulue par Bruno Le Maire, est introduite en mai 2019 dans la loi Pacte (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) ; elle permet aux entreprises qui le souhaitent de se doter d'une raison d'être intégrant, dans leurs statuts, la prise en compte des impacts sociaux, sociétaux et environnementaux de leurs activités. Le but étant de « concilier la recherche de la performance économique avec la contribution à l'intérêt général ». En l'occurrence, pour Danone, il s'agit d'« apporter la santé par l'alimentation au plus grand nombre » ; ce faisant, elle entérine une transformation entamée en 2017 par la cession de ses activités alcools et biscuits et la diversification, notamment via l'acquisition de Whitewave, géant américain du lait bio et végétal. Cette évolution s'inscrivait dans une logique de « capitalisme responsable », qu'Emmanuel Faber a essayé de promouvoir durant tout son mandat. Dès son arrivée à la tête de l'entreprise n'avait-il pas déclaré à l'université d'été du Medef, devant un parterre de patrons médusés que le principal enjeu de la mondialisation était « la justice sociale » ? Et de donner l'exemple, en proclamant avoir l'intention de baisser son salaire et de renoncer à sa « retraite chapeau ».

En dehors du cas d'Emmanuel Faber, c'est la nouvelle stratégie du groupe qui risque d'en pâtir. Et au-delà de Danone, c'est la possibilité d'instaurer des « sociétés de mission » qui se voit remise en

Sur le mur de Jean Chouan



cause ; c'est aussi la capacité des politiques d'agir sur l'économie qui est questionnée ; et c'est encore l'aptitude des citoyens et des salariés à peser sur l'avenir de la société et de l'entreprise qui est bafouée.

À quoi bon, en effet, voter des lois et promouvoir la participation si, *in fine*, c'est à une minorité d'actionnaires, guidée par leur seul intérêt individuel, qu'il revient de décider de tout ? Avec son plan baptisé *Local first*, Emmanuel Faber avait pour projet de réorganiser l'entreprise par régions et non plus par métiers, et de rendre les produits de la marque Danone conformes au respect de l'environnement ; il souhaitait que ses fournisseurs laitiers puissent bénéficier d'une rémunération à la hauteur de leur investissement en travail, pour garantir leur pérennité et la qualité du produit.

Faber avait tenté d'amadouer Bluebell Capital Partners et Artisan Partners en annonçant, fin novembre 2020, la suppression de deux mille emplois à l'échelon du groupe, dont quatre à cinq cents en France. Cela n'a pas suffi.

En fait, les fonds d'investissement, activistes ou non, ne demandent pas à un dirigeant d'une grande entreprise, fût-elle « société de mission », de changer la société, mais de faire du chiffre. La transformation du capitalisme ne se fera décidément pas de l'intérieur. ■

NICOLAS PALUMBO.

Le fantôme des campus

L'Unef n'est plus que l'ombre d'elle-même. Très peu représentative, elle tente d'échapper à l'anéantissement par la vaticination sectaire et les postures racialistes.

Après la guerre, l'Unef est un syndicat hautement politisé qui bénéficie de l'adhésion de la masse des étudiants parce qu'il fonctionne aussi comme un « syndicat de services », assurant notamment la fabrication des polycopiés. Il joue un rôle important dans la mobilisation étudiante contre la guerre d'Algérie puis au Quartier latin en 1968. Puis il subit, de scission en scission, les soubresauts de l'extrême gauche et les évolutions du Parti socialiste, profitant de financements confortables mais pas toujours réguliers et, pour les dirigeants, de beaux plans de carrière.

Il n'est pas étonnant que l'Unef, ayant participé à toutes les aventures de la gauche, l'accompagne dans son agonie intellectuelle et militante. Une enquête publiée le 25 mars par *Marianne* établit que le plus vieux syndicat étudiant ne représente que 1,4 % du corps électoral des vingt premières facs de France ; c'est la Fédération des associations générales d'étudiants (Fage), proche de la CFDT, qui occupe aujourd'hui la première place.

Le déclin d'une organisation favorise souvent les délires idéologiques et les dérives sectaires. La direction de l'Unef est tombée dans ce piège et cultive les thématiques indigénistes à la mode : elle défend en 2017 les réunions *« non-mixtes racisées »* – interdites aux blancs – puis le voile porté par l'une de ses dirigeantes.

UNEF. Le syndicat est maintenant très minoritaire sur les campus.

Elle soutient le mouvement qui obtient l'interdiction de la pièce *Les Suppliantes*, qui devait être jouée à la Sorbonne, car les actrices au visage noirci commettent le crime de *« blackface »*. Cette année, les militants grenoblois de l'Unef ont accédé à la célébrité médiatique en dénonçant l'islamophobie de deux professeurs de l'Institut d'études politiques de Grenoble – comme si l'attentat contre Samuel Paty n'avait pas eu lieu – et la présidente de l'Unef a reconnu, le 17 mars, que son syndicat organisait des réunions non-mixtes. Est-il besoin de souligner que le délire racialiste de l'Unef se développe en une période marquée par l'aggravation de la misère étudiante, 20 % des étudiants vivant aujourd'hui sous le seuil de pauvreté ?

Les postures racialistes de la direction de l'Unef ont provoqué les réactions des hérauts de la droite autoritaire, qui appellent à la dissolution de l'Unef. Cette attitude est aussi stupide que celle des gens de gauche qui réclamaient il y a vingt ans la dissolution du Front national. Une action en justice pour discrimination est possible, mais la dissolution d'un syndicat est inacceptable, sauf violences avérées, et ouvrirait la voie à la dissolution des autres sections syndicales qui pratiquent le racialisme. L'Unef doit être politiquement récusée pour ce qu'elle est devenue – une organisation sectaire qui est d'ailleurs en voie d'autodestruction. Le fantôme voilé de l'Unef ne flottera plus très longtemps sur les campus. ■

SYLVIE FERNOY.

L'Écho du net

■ **Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE).** Le 23 février le site *Reporterre* (1) enquêtait sur un traité européen méconnu, le Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE) et concluait à la nocivité, pour les nations signataires, de ces accords : *« Le TCE est un outil très utile aux investisseurs et aux entreprises des énergies fossiles : ses mécanismes permettent de dissuader ou de sanctionner les pouvoirs publics qui adoptent des mesures favorables à la lutte contre le réchauffement climatique. À cause de lui, tout pays voulant interdire les projets de forage ou d'extraction minière s'expose à des réclamations et des dédommagements ».*

Ainsi, les Pays-Bas qui, pour avoir décidé de sortir du chapitre concernant le charbon d'ici 2030, se voient réclamer par le groupe énergétique allemand RWE une compensation de 1,4 milliard d'€ en vertu du TCE. Depuis 1998, ce sont 136 litiges qui font référence à ce traité. Signé en 1994 et entré en vigueur en 1998, il *« compte, à ce jour, cinquante-trois parties prenantes, dont l'Union européenne (UE) et tous les pays de l'UE — sauf l'Italie, qui s'est retirée en 2016 —, le Japon, l'Australie, ou encore la Turquie ».*

La clause évoquée par RWE est *« un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, qui permet aux entreprises d'attaquer un État devant un tribunal arbitral privé. S'ils estiment qu'une politique gouvernementale nuit à leurs activités commerciales, des investisseurs peuvent ainsi contourner les tribunaux nationaux ».*

Ce faisant, *« le TCE protège les investisseurs étrangers dans leur pays d'accueil en leur octroyant une protection privilégiée, sous forme d'une justice privée qui leur est beaucoup plus favorable que les juridictions nationales, et habilitée à ordonner aux gouvernements de verser des milliards d'euros aux entreprises concernées ».* C'est donc bien cette possibilité de recourir à des tribunaux d'arbitrage (les fameux *ISDS - Investor State Dispute Settlement*) qui permet à des investisseurs d'attaquer des États auprès de juridictions privées composées d'avocats d'affaires. Nul besoin d'avoir une boule de cristal pour pressentir de quel côté penchent ces derniers…

Heureusement, on apprend par un article antérieur (mars 2018) du site *Bastamag* (2) qu'à l'occasion d'un litige opposant la Slovaquie à un assureur néerlandais (en 2004, ce pays ouvre l'assurance maladie aux investisseurs privés puis, en 2006, revient partiellement sur cette privatisation. L'assureur lance aussitôt contre la Slovaquie une procédure arbitrale au motif que cette mesure lui cause un préjudice financier), la CJUE a jugé, le 6 mars 2018 *« que la clause d'arbitrage en question était incompatible avec le droit européen ».* Il semble donc que cette décision, relative aux traités d'investissement intra-européen, marque la fin des ISDS en Europe. Toute la question est de savoir si cette jurisprudence sera opposable au TCE, ce qui est vivement souhaitable dans l'optique de l'indispensable transition énergétique.

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). https://reporterre.net/Comment-le-Traite-sur-la-charte-de-l-energie-plombe-la-transition-ecologique

(2). https://www.bastamag.net/La-Cour-de-Justice-de-l-Union-europeenne-invalide-le-principe-des-tribunaux

Pressions allemandes sur l'avion de combat du futur

Le système de combat aérien du futur (Scaf) est un des programmes majeurs de la modernisation de notre outil de défense. Sans capacité de combat aérien, pas de défense.

Le Rafale est un avion particulièrement réussi, apte à toutes les missions, y compris nucléaires. Mais il devra être remplacé à partir de 2040 et il est envisagé de faire un saut de la quatrième à la sixième génération d'avions de combat, aucun Européen n'ayant développé de cinquième génération (celle du F35 américain). Occasion de s'émanciper des États-Unis ?

Il ne s'agit pas seulement de concevoir un avion mais un *« système de systèmes »* interfaçable avec les autres équipements, dans un cadre unifié de commandement et d'information. Le futur avion ne peut se concevoir sans un environnement de drones. Cette exigence dimensionne le futur (ou les futurs) porte-avions.

L'Allemagne ne joue pas le jeu. L'Allemagne et la France sont partenaires dans deux programmes politiquement liés : le système de combat aérien futur et le char du futur. Ce serait excellent, si l'Allemagne ne privilégiait ses intérêts industriels au détriment de la rationalité des projets, et bien sûr de notre propre industrie. Le groupe Mars, composé d'une trentaine d'experts de haut niveau, vient de dénoncer dans *La Tribune* les pressions allemandes visant à donner la part du lion aux industries d'outre Rhin, tout en leur permettant d'acquérir les technologies françaises, aéronautiques mais aussi en matière de « senseurs » (1).

Le Bundestag impose en effet que les deux projets, système de combat aérien et char du futur, avancent à un rythme ralenti, afin de positionner dans le programme terrestre Rheinmetall, rompant ainsi l'équilibre franco-allemand initial entre KMW et Nexter et le motoriste MTU dans le programme aérien, en concurrence avec Safran.

Au début de 2021, l'Allemagne a demandé qu'Airbus, qui la représente dans ce programme, développe chez elle un démonstrateur, sur la base de l'Eurofighter (2), alors même que Dassault est chef de file. Et, poursuit le groupe Mars, la Bundeswehr revendique la maîtrise de toutes les technologies du programme, alors qu'il y a une nette avance technologique française.

Est-ce la fin de cette coopération ? Ce n'est pas impossible. La France pourrait poursuivre le programme avec l'Espagne et d'éventuels autres partenaires. Le choix de développer seul le Rafale s'était révélé judicieux. Les autres Européens craignaient que la France ne fasse peser sur le projet d'avion les surcoûts liés à ses propres besoins (capacité aéronavale et nucléaire). Au total, l'Eurofighter est plus cher et moins performant que le Rafale.

WIKICOMMONS

Scaf. Maquette du futur avion de combat présenté au Bourget en 2019.

Et nos experts soulignent que le mode de décision allemand, fondé sur le consensus interne, ne laisse *« plus guère de marge de négociation avec l'autre partie »*. Ce manque de fiabilité dans l'attitude du partenaire allemand, récemment constaté avec la modernisation du Tigre, est riche d'incertitudes et de surcoûts. Ajoutons-y la répartition des charges industrielles souvent fondée sur des critères plus politiques que techniques, et constatons qu'un programme en coopération n'est pas forcément plus économique, comme l'a montré l'A400M.

L'industrie française est capable d'assurer la totalité du programme. Dassault aviation, Safran, MBDA et Thalès, sont actuellement contraints de partager des tâches qu'ils pourraient maîtriser en totalité.

Est-ce à dire qu'il faille rompre l'accord ? Pas forcément : que les États européens puissent faire face ensemble à un besoin stratégique est une opportunité, mais pas au détriment de ce que les experts de Mars appellent *« un outil hors du commun à protéger et à valoriser »*. L'Allemagne a plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'elle, sachant que l'échec de la coopération franco-allemande pourrait rouvrir l'option britannique. Une occasion de rééquilibrage ? ■

ÉRIC CEZEMBRE.

1). https://www.latribune.fr/opinions/scaf-faut-il-perseverer-dans-l-erreur-878756.html

(2) avion développé par l'Allemagne, l'Italie et le Royaume Uni en concurrence avec le Rafale.

La quinzaine sociale

■ **Assurance chômage**. – Sous prétexte que les finances de l'Unedic, chargé de la gestion de l'Assurance chômage, sont dans le rouge, les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi ne cessent d'être durcies. Cette considération d'ordre financier se double, de la part du gouvernement, d'un jugement moral selon lequel les chômeurs profitent de leurs indemnités pour vivre au frais de la princesse. D'où l'adoption, en juillet 2019, d'une nouvelle réforme qui limite les droits des demandeurs d'emploi, contre l'avis des partenaires sociaux, gestionnaires de l'Unedic. Dès qu'elle entrera en vigueur, le 1er juillet (la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales ayant conduit à plusieurs reports), le mode de calcul des indemnités journalières sera revu à la baisse, et il sera plus difficile de prétendre au chômage à taux plein.

■ **Plateformes et droits sociaux**. – Le statut d'indépendant des chauffeurs Uber ou des coursiers Deliveroo, contesté dans de nombreux pays, est de plus en plus souvent remis en cause par des décisions de justice ou l'adoption de lois nouvelles. Les opérateurs se voient contraints d'élaborer des solutions de compromis. En atteste la décision prise le 17 mars au Royaume-Uni par Uber d'accorder à ses quelque 70 000 chauffeurs le statut hybride de *« travailleurs indépendants salariés »* qui leur ouvre l'accès à un salaire minimum, des congés payés et à un fonds de retraite. Ce changement intervient suite à l'arrêt de la Cour suprême du 19 février sur les droits sociaux des chauffeurs affiliés aux grandes applications Internet.

■ **Où l'on reparle des droits sociaux pour les travailleurs des plateformes**. – Suite à la transcription dans le Code du travail espagnol d'un accord négocié par les principales organisations patronales et confédérations syndicales du pays, les livreurs des applications Deliveroo, UberEats, Stuart ou Glovo bénéficieront automatiquement du statut de salariés. Les entreprises devront cotiser pour permettre à leurs travailleurs de jouir d'une protection sociale. La réaction des entreprises du secteur ne s'est pas fait attendre ; dans un communiqué, elles dénoncent une réforme qui crée un « salariat forcé » et met « en danger un secteur qui apporte 700 millions d'euros au PIB national ».

■ **Le haut-commissaire au Plan enfonce une porte ouverte**. – Dépêche de l'AEF-Info (agence de presse spécialisée dans l'information économique et sociale) : *« Dans une note intitulée "Électricité : le devoir de lucidité", publiée le 24 mars, le haut-commissaire au Plan François Bayrou plaide pour maintenir une part "significative" de nucléaire dans le mix électrique français, alertant sur les "impasses extrêmement préoccupantes" posées par de fortes composantes renouvelables. Le maire de Pau appelle ainsi à un "immense travail de programmation" pour maintenir le parc nucléaire en état, ce qui suppose également un "débat honnête, lucide et partagé avec les citoyens" »*. Et maintenant ?

Sarkozy & Compagnie

L'ancien président de la République vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de Paris à une lourde peine pour trafic d'influence et corruption : 3 ans de prison, dont un an ferme. Cette affaire s'inscrit dans un contexte particulier sur lequel il convient de revenir avant d'en tirer quelques leçons.

Les polémiques vont bon train ces dernières semaines pour approuver ou non cette décision historique, car, pour la première fois en France, un ancien président de la République a été condamné à une peine d'emprisonnement ferme. Comme toutes les affaires pénales intéressant Nicolas Sarkozy, les acteurs judiciaires sont souvent les mêmes : le parquet national financier et le pôle financier du tribunal judiciaire de Paris ainsi que sa 32e chambre correctionnelle. Il en était de même pour François Fillon. Cette organisation faisait suite à l'affaire Cahuzac. Elle avait pour objectif de traiter des dossiers d'une grande complexité. Tel n'est pourtant pas le cas des dossiers concernant Nicolas Sarkozy, à l'exception du dossier libyen du financement de sa campagne de 2007.

L'affaire Sarkozy-Herzog- Azibert commence de manière assez banale : un agenda de l'ancien président de la République, alors qu'il était en exercice, a été saisi dans le cadre du dossier de Mme Bettencourt, car il y était porté un rendez-vous avec la milliardaire des Hauts de Seine. Le dossier avait été dépaysé à Bordeaux et le refus du juge d'instruction de le restituer avait été porté devant la chambre d'instruction de Bordeaux qui avait confirmé sa décision. Nicolas Sarkozy et son conseil Thierry Herzog avaient alors décidé de se pourvoir en cassation en septembre 2013 contre cette décision. Thierry Herzog connaissait de longue date Gilbert Azibert, haut magistrat qui y était affecté. Une affaire assez simple à traiter de corruption et de trafic d'influence qui ne justifiait pas les honneurs du parquet national financier…

Il se joue dans ce contexte une partie de dupes entre les trois protagonistes de ce dossier. Les deux premiers souhaitent des informations sur le traitement de ce dossier par la Cour de cassation et, si possible, une influence du troisième sur la décision à intervenir. Gilbert Azibert souhaite un poste en Principauté de Monaco et Thierry Herzog lui laisse supposer une intervention de Nicolas Sarkozy à son profit.

En réalité, Gilbert Azibert ne dispose pas réellement d'informations pertinentes, ni d'une véritable influence auprès de la formation qui examine ce pourvoi, mais le fait croire à son ami Thierry Herzog. Nicolas Sarkozy, finalement, ne fera rien pour Gilbert Azibert… Le parquet national financier est saisi d'écoutes qui révèlent des échanges entre ces trois protagonistes par les juges d'instruction du pôle financier dans le cadre du financement libyen. Une nouvelle instruction est donc ouverte pour ces faits nouveaux.

DR.

Nicolas Sarkozy. L'immunité d'un chef de l'État en exercice est pour la première fois remise en cause.

Trois questions se posent dans ce dossier. La première a trait à la saisie de l'agenda du président de la République en exercice, dans le dossier Bettencourt. Nicolas Sarkozy bénéficiait pourtant d'une immunité pénale au titre de l'article 67 de la Constitution, qui proscrivait la saisie de cet agenda et toute mise en cause de l'intéressé pour des faits commis pendant son mandat, sauf faute détachable dûment démontrée. Mais le juge d'instruction et les juridictions de contrôle ont soutenu l'inverse. Il en est de même de la transcription des écoutes entre Nicolas Sarkozy et son avocat, Thierry Herzog, pourtant couvertes par le secret professionnel de l'avocat qui se limite désormais aux échanges avec un client mis en examen. Enfin, on ne peut que s'étonner de la peine prononcée, très lourde pour une personne jamais condamnée, même s'il s'agit de faits certainement répréhensibles dans leur principe et qui peuvent choquer moralement. Elle vise manifestement à mettre un terme à la carrière politique de la personne condamnée. En procédant de la sorte, la justice joue un rôle qui n'est pas le sien.

Les mêmes acteurs judiciaires. Ce scénario présente des similitudes avec celui de l'affaire Fillon également assez simple dans son déroulé. On se souvient que tout commence par une campagne de presse orchestrée par le *Canard enchaîné* qui mettait en cause l'homme politique pour l'emploi de sa femme comme collaboratrice, alors qu'il était parlementaire. Ce dossier pose une question de principe : il s'agit de la possibilité pour le juge judiciaire de contrôler la façon dont les parlementaires utilisent l'argent mis à la disposition des Assemblées auxquelles ils appartiennent pour exercer leur mandat, malgré la séparation des pouvoirs. La pirouette judiciaire consiste simplement à considérer que les parlementaires sont des *« personnes chargées d'une mission de service public »* et donc relèvent du contrôle du juge pénal pour l'utilisation des fonds qui leur sont attribués.

La Cour de cassation viendra donner sa bénédiction à cette interprétation, contrairement au principe de l'interprétation stricte de la loi pénale et en confondant allègrement ce concept de mission de service public avec celui de l'intérêt général. L'addition est lourde : cinq ans d'emprisonnement dont deux années d'emprisonnement ferme pour François Fillon dont la carrière politique apparaît désormais finie.

Comprenons-nous bien : il ne s'agit pas d'approuver les turpitudes du personnel politique de droite comme de gauche. Mais on retrouve dans ces deux affaires les mêmes acteurs judiciaires qui s'appuient sur des médias et qui choisissent leurs cibles comme bon leur semble. Les juridictions de contrôle n'hésitent pas à cautionner les pratiques des juges d'instruction et du parquet national financier dans ces affaires.

Certains y voient une forme de complot ourdi par certains magistrats, comme le juge d'instruction Tournaire que l'on croit atteint de « Sarkophobie » et qui se retrouve désigné dans la plupart des dossiers touchant l'ancien président de la République. Cette justice cède probablement trop facilement à un besoin effréné de morale, signe de notre époque, et à cette volonté de transparence à tout prix qui, finalement, déstabilisent notre démocratie en remettant en cause quelques principes élémentaires comme la séparation des pouvoirs ou l'immunité du président de la République en exercice.

Désormais, si l'on veut caricaturer la situation, le juge se substitue à l'électeur… Regrettable. ■

JACQUES DUCONSEIL.

La Russie en Afrique : un retour en fanfare ?

Les activités de Moscou en Afrique font grand bruit. C'est oublier que l'URSS y était déjà très présente et que les ambitions de Poutine se heurtent à la réalité des moyens dont disposent les Russes.

DR.

Sommet Russie-Afrique de Sotchi en 2019.

Les années Gorbatchev avaient marqué un tournant de la diplomatie russe sur le continent noir. Les pléthoriques ambassades, missions militaires et culturelles avaient fermé. Une vraie dilapidation de patrimoine qui ne cessa qu'au cours des années 2000. Les autorités russes retrouvent alors timidement le chemin en s'appuyant sur le discours multipolaire de M. Poutine. Au programme, annulations de dettes et ventes d'armes. Les relations sont débarrassées des oripeaux idéologiques, mais les anciens réseaux soviétophiles sont réactivés.

Deux épisodes vont tout accélérer. La chute de Kadhafi en 2011 alerte les autocrates africains sur le péril que peuvent représenter des *« freedom fighters »* soutenus par les chancelleries occidentales. Le partenaire russe paraît moins regardant sur les questions de droits de l'homme. La Russie de son côté souffre d'un isolement diplomatique relatif, au lendemain des sanctions occidentales de 2014. L'aventure africaine permet d'en limiter les conséquences. Aujourd'hui, les échanges commerciaux ont bondi et s'élèvent honorablement à 20 milliards de dollars par an. Les perspectives d'extractions de gaz, de pétrole, de terres rares sont alléchantes. Rosatom prévoit une centrale nucléaire en Égypte et la technologie des miniréacteurs en intéresse d'autres.

Moscou achalande les États à base de ventes d'armes, d'investissements énergétiques et de soutien au régime, notamment en matière d'information. Médiatiquement, la chaîne Sputnik dispose d'une forte audience dans l'espace francophone et ajoute dans le déni-grement de la force Barkhane aux nombreuses campagnes digitales, probablement russes. La diplomatie russe s'enorgueillit également de ses soutiens africains à l'ONU sur la question de la Crimée et de la Syrie.

La Russie, un nouveau maître de l'Afrique ? Non, le continent ne se trouve qu'au dernier chapitre de ses priorités, entérinées par le Concept de politique étrangère en 2016. La Russie n'a ni l'envie ni les moyens d'y investir considérablement. L'implication en Centrafrique est à relativiser : il s'agit d'un État failli parmi les plus pauvres du monde, pas d'un champion émergeant. Les mercenaires russes rencontrent des échecs au Mozambique, au Soudan et en Libye. leurs actions permettent surtout à leurs parrains oligarques de thésauriser sur les « diamants du sang ».

Demeure pourtant le risque de pressions contre une France investie économiquement, militairement et émotionnellement en Afrique, que Moscou accuse, non sans arrière-pensées, de *« néocolonialisme »*. Et puis, peut-on laisser à la Chine et à la Russie la gestion d'une bande sahélienne, avec son cortège de déplacés vers l'Europe par le fléau du terrorisme islamique, d'une démographie galopante et du réchauffement climatique ? ■

JULES PEUGEOT.

Voix étrangères

■ **Global Britain.** La presse britannique a réservé un accueil mitigé au *Livre blanc sur la politique étrangère, le développement et la défense* présenté, le 16 mars, à la Chambre des Communes par Boris Johnson. Au sein du parti conservateur, dont le *Times* se fait l'écho, on piaffe contre la modération de leur leader – une fois n'est pas coutume – envers Pékin. Il leur a répondu que *« ceux qui appellent à une nouvelle guerre froide avec la Chine ou à isoler notre économie de celle de la Chine commettent une erreur. »* La Chine est le premier investisseur en Grande-Bretagne – ou était – car le rôle de porte d'entrée vers l'Europe est rendu obsolète par le Brexit.

À gauche, c'est l'annonce d'une augmentation du nombre des ogives nucléaires qui a fait l'effet d'une bombe. La modernisation de la force de dissuasion a toujours divisé le parti travailliste. Son ex-dirigeant Jeremy Corbyn était pro-désarmement. Son successeur est favorable au principe de la dissuasion, mais doit composer avec une moitié de son parti hostile. Le *Guardian* dramatise cette rupture *« après trente ans de désarmement progressif »*. Le parti écossais SNP est vent debout contre le programme d'autant que la base des sous-marins lanceurs d'engins – la seule composante nucléaire britannique – se situe en Écosse.

L'hebdo libéral *The Economist* est sceptique. Certes, il est agréablement surpris par la discrétion de la rhétorique « Bojo » (Boris Johnson). Sur le fond, il se demande si, comme il l'avait écrit de la France dans le passé, le Royaume ne prétendait pas « boxer » dans une catégorie supérieure à son poids. Le budget de la Défense est contraint. Le *Financial Times* parle d'un « trou noir » financier où les nouveaux fonds annoncés ne feraient qu'abonder le déficit actuel. Les effectifs de l'armée de terre diminueront drastiquement. L'ambition d'un engagement fort dans le grand jeu Indo-pacifique ne laisse pas oublier que le rôle de Londres ne saurait être que *« secondaire »* sinon purement *« symbolique »*. Et d'anticiper : *« ferons-nous la guerre si Pékin envahit Taïwan ? »*.

The Economist est à peu près seul à regretter que l'agence d'aide au développement (Dfid) réintègre le Foreign Office. Les montants d'aide ont reculé de 0,7 à 0,5 % du PIB. Rien de sérieux n'est prévu au Moyen-Orient ou en Afrique.

Post-Brexit, ce livre blanc tourne définitivement la page européenne. Le document évite soigneusement toute mention de la politique étrangère commune de l'UE. Seule exception : la coopération militaire franco-britannique. Londres se veut le meilleur élève de l'OTAN et ambitionne le premier rang dans la suite de Biden : *« UK is back »*.

Y. L. M.

Les Faits majeurs

■ **Allemagne**. – Au lendemain de l'intervention autosatisfaite d'Emmanuel Macron sur sa gestion de la crise sanitaire, l'Allemagne a renvoyé le Président français dans les cordes en déclarant l'Hexagone « zone à haut risque ». D'où l'exigence d'un test négatif de moins de 48 heures et le respect d'une période d'isolement pour les voyageurs. On parle même de fermeture provisoire de la frontière.

■ **Bangladesh**. – La visite du Premier ministre indien Narenda Modi a provoqué des manifestations notamment à Decca. À Hathazari, au sud du pays, la police a ouvert le feu, tuant au moins cinq personnes. Les Bangladais reprochent à Modi sa politique provocatrice à l'égard des minorités musulmanes indiennes. Sa visite au Bangladesh s'inscrivait dans le cadre des célébrations du cinquantenaire de l'indépendance de cet État, émancipé du Pakistan, le 26 mars 1971.

■ **Niger**. – La Cour constitutionnelle a confirmé, le 22 mars, la victoire de Mohamed Bazoum à l'issue de l'élection présidentielle de février. Proche de Mohamadou Issoufou, le chef de l'État sortant, il prendra ses fonctions le 2 avril. Ces derniers jours, les attaques menées par des groupes djihadistes ont causé la mort de 200 civils, dont une vingtaine d'enfants. Depuis le début de l'année, plus de 300 personnes ont été victimes des terroristes, sans que l'armée ne soit en mesure de mettre un terme aux exactions.

Au-delà de la polarisation sur la personne du Premier ministre, les élections israéliennes du 23 mars ont creusé les divisions entre Israéliens sur le sens du judaïsme et du sionisme.

La guerre des kippas

PAR **YVES LA MARCK.**

Les Israéliens sont sans doute à 80 % d'accord sur 80 % des sujets 80 % du temps. Seuls 20 % en effet pensent encore que la question israélo-palestinienne est un sujet important dans les élections. Chacun est d'accord sur l'appréciation de la menace iranienne. D'où viennent donc les 20 % de désaccords qui, dans une proportionnelle intégrale, permet à treize listes d'obtenir des élus à la Knesset en franchissant le seuil minimum de 3,25 % des suffrages ? D'une division entre Arabes et Juifs, entre gauche et droite, entre religieux et laïques ? De simples conflits de personnes entre prétendants au poste de Premier ministre à la place de « Bibi » Netanyahou ? Non. Les divisions traversent toutes les catégories.

Cette élection était la quatrième en deux ans. À chaque fois, un prétendant a été « exécuté » : Avigdor Liberman, soutenu par la communauté russophone, Naftali Bennett, à l'origine du retour sur scène du sionisme religieux, Benny Gantz, espoir d'un impossible centrisme, et cette fois Gideon Saar, battu aux primaires du Likoud par Netanyahou et qui avait choisi de se présenter comme dissident. Tous quatre avaient été ministres de Netanyahou, certains sont issus de son parti, le Likoud, il ne leur reste à chacun que des miettes, 5 ou 6 % d'irréductibles, mais qui en s'accumulant renforcent la coalition anti-Netanyahou. L'audience du Likoud n'est toutefois pas affectée. Le parti se maintient de loin en tête sans jamais descendre au-dessous de 30 sièges (sur 120), entre 25 et 30 % des voix.

Un résultat incertain. Le Likoud, qui est à l'origine une fusion entre le sionisme nationaliste des « révisionnistes » (Zeev Jabotinski) et le parti libéral, occupe aujourd'hui le plus large spectre de la droite qui apparaît plutôt modérée depuis qu'elle est flanquée de formations nettement moins libérales. L'habileté politique de Netanyahou est d'avoir toujours su les contenir, le poids et l'unité de son parti derrière lui, permettant de s'allier à elles sans se laisser déborder. La tactique du « Pas d'ennemi à droite » lui aura servi, cette fois encore, à empêcher de voir surgir à sa droite un pôle concurrent. Par ce calcul, il aura limité les progrès de Naftali Bennett (« Yamina », qui veut dire « À droite »), en le contournant par une alliance avec l'extrême de l'extrême droite, le parti sioniste religieux associé pour l'occasion à la « Défense juive », groupuscule dérivé du rabbin Kahana, déclaré « terroriste juif », interdit aux États-Unis, compromis dans l'assassinat en 1995 d'Yitzhak Rabin. « Yamina » stagne à six sièges tandis que la nouvelle formation, qui n'avait jamais réussi à franchir la barre de 3,25 %, en gagne six d'un coup et fait jeu égal !

DR.

Benjamin Netanyahou. Si son parti est sorti en tête des élections, sa stabilité au pouvoir n'est pas assurée.

Netanyahou a pratiqué la même tactique du « diviser pour régner » avec les partis arabes israéliens. Leur union au sein d'une liste commune avait permis d'atteindre le nombre record de quinze sièges grâce à la mobilisation d'un électorat souvent passif. Leur division cette fois, combinée au découragement de la population arabe (20 % de la population) a fait chuter le nombre de sièges à dix, six pour les « nationalistes » plus proches des activistes palestiniens et quatre pour une formation dite islamiste qui se présente comme « apolitique » prête à collaborer avec Netanyahou.

Même si, par rapport aux dernières élections, le choc entre les deux coalitions hier unies et qui sont cette fois parties au combat en formations séparées, a tourné à l'avantage du Likoud et au recul des ex- « Bleu-Blanc », le résultat n'est pas décisif. Pour éviter de provoquer un cinquième scrutin plus tard dans l'année, il serait nécessaire de recoudre entre les frères ennemis. Sans réforme électorale, cette répétition infinie du même ne saurait résoudre l'équation si complexe de l'État qui se veut à la fois juif et démocratique.

Le grand écart de Netanyahou. Si l'on fait abstraction des dix sièges gelés par les partis arabes, seize par les religieux ultra-orthodoxes (moitié sépharades, moitié ashkénazes), une gauche idéologique réduite à une douzaine de sièges, il existe théoriquement une majorité des deux-tiers représentant le consensus national sur l'État d'Israël. C'est celui-là qui est menacé par la montée du sionisme religieux, partisan du Grand Israël : annexion de la Cisjordanie et poursuite de la « colonisation ». Les ultra-orthodoxes jusqu'alors « agnostiques » sur le statut des territoires palestiniens sont de plus en plus nombreux à habiter les « colonies », moins par conviction idéologique que par nécessité : un logement plus accessible pour leur démographie galopante. Ils représentent déjà le quart des quatre cent mille « colons » résidents en Cisjordanie (sans compter les deux cent mille du grand Jérusalem).

Netanyahou a, comme à son habitude, joué un jeu compliqué, approuvant le principe de l'annexion des « colonies » de Cisjordanie (plan Trump), sans toutefois la mettre en œuvre pour ne pas mécontenter ses nouveaux amis de la péninsule arabique. Le Likoud est certes un parti sioniste expansionniste, mais il n'est pas en soi religieux. Il correspond plutôt à la fraction non pratiquante, majoritaire dans le peuple juif israélien. Ils portent la kippa mais rarement la kippa tricotée, marque distinctive des sionistes religieux.

Le positionnement des partis sionistes par rapport aux Arabes israéliens reste ambigu. L'extrême-droite va jusqu'à préconiser des transferts de population en Galilée et au Néguev. Le vote de la loi faisant de l'État d'Israël l'État-nation du peuple juif a été interprété comme un pas de plus dans l'ostracisation des citoyens arabes israéliens. Les observateurs ont été d'autant plus surpris du temps que leur a consacré Netanyahou pour la première fois pendant sa campagne électorale.

Cette position d'équilibriste – travaillant sans filet depuis le changement de présidence à Washington – devient de moins en moins tenable à l'intérieur, en dépit des succès extérieurs. Faute d'être tranché par la Knesset, le dilemme pourrait être décidé par le pouvoir judiciaire qui reprendra le cours de ses instances contre lui début avril. En Israël il n'existe pas d'immunité pour un Premier ministre en exercice. Résoudre le cas Netanyahou ne supprimera pas d'un coup de baguette magique les profondes divisions de la société. ■

DR

Le président américain, Joe Biden. Même si l'Europe comptera à nouveau dans la politique américaine, sa priorité sera la zone indo-pacifique.

De Trump à Biden

Dominique Decherf, ancien ambassadeur, qui fut en poste aux États-Unis au début des années 2000, apprécie les débuts diplomatiques de la présidence Biden.

Rupture radicale avec la présidence Trump sans que celle-ci soit une simple parenthèse, la présidence Biden n'est pas un retour à celle d'Obama. Sur la base de ses propres convictions, la personnalité de Biden entend s'inscrire dans une institution présidentielle, hier subordonnée à une personnalisation exacerbée du pouvoir, dont il entend restaurer la dignité.

Trump et Biden, en tant que personnalités, se situent aux antipodes l'une de l'autre en tous points. Au-delà des évidences de la psychologie, il y a, bien qu'ils ne l'affichent pas ou n'en soient même pas conscients, une opposition philosophique. Joe Biden est le second président américain de confession catholique, après John Kennedy en 1960. Les contextes sont profondément différents. En 1960, c'était l'Église préconciliaire dont se méfiait la majorité protestante très négative vis-à-vis du *« papisme »*. En 2020, la frange conservatrice de la hiérarchie catholique américaine ne reconnaît qu'à peine Biden comme catholique, en raison de ses positions sur l'avortement par exemple.

Biden est pourtant un homme de foi, comme en a témoigné son directeur de conscience, le père O' Donovan, qui a donné sa bénédiction lors de la cérémonie d'inauguration à Washington, le 21 janvier. Longtemps président de la célèbre université catholique de Georgetown, qui forme de nombreux diplomates, ce jésuite est aujourd'hui chargé du service des immigrés. Biden se situe dans la ligne du catholicisme social, toujours vivace aux États-Unis. Il est de son époque, c'est-à-dire de sa première élection au Sénat, en 1972, quand le candidat démocrate, un autre catholique réputé progressiste, George Mac Govern, se faisait étriller aux élections présidentielles face à Nixon, vainqueur par l'une des plus fortes marges de l'histoire, avant de se retrouver face aux juges dans le scandale du Watergate.

Le père O' Donovan a imploré pour la présidence Biden la sagesse de Salomon pour discerner le bien du mal, ce qui fait dire que de Trump à Biden, on est revenu de Nietzsche à Thomas d'Aquin, d'*Au-delà du bien et du mal*, où évoluait Trump, à une politique « thomiste », où la raison conduit à la connaissance et à la pratique du Bien commun. On passe de *Zarathoustra* à Jacques Maritain, ce dernier qui a popularisé le thomisme aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, non sans lui donner une tonalité démocrate américaine. Sous Biden, pas d' *« Empire du Bien »* comme sous Reagan, ni d' *« Axe du mal »* comme sous Bush, thèmes familiers aux Évangélistes, mais des *« nuances de gris »*.

La doctrine étrangère des Républicains avait été préemptée par les néo-conservateurs, partisans d'un interventionnisme unilatéral. Totalement étranger au monde politique et à la communauté intellectuelle des cercles de réflexion *(think-tanks)*, Trump s'était rabattu sur quelques militaires en retraite mais, au bilan, il est l'un des très rares occupants de la Maison Blanche à ne pas avoir engagé d'opération extérieure et à avoir même pratiquement réussi à ramener tous les « boys » à la maison, quoi qu'il en coûte.

« Diplomaty is back ». La contrepartie du système Trump, qui par son imprévisibilité a pu faire illusion et déstabiliser l'adversaire pour un moment, fut précisément de n'être pas institutionnalisé, ni organisé. Il a eu pour effet un effondrement sans précédent de l'instrument diplomatique. Un diplomate de rang moyen ou supérieur sur quatre a quitté la carrière. Aucun poste de directeur ou d'adjoint n'était tenu par un diplomate de formation. 43 % des ambassadeurs étaient des non-diplomates, de simples donateurs des campagnes électorales, niveau jamais atteint par le passé. Il n'y avait jamais eu si peu de candidats aux concours de recrutement.

Cette entreprise de destruction était délibérée. Elle s'inscrivait dans la stratégie définie par Steve Bannon de déconstruction de *« l'État profond »*. Comment en effet mener une politique de rupture radicale avec les mêmes hauts fonctionnaires qui ont érigé la continuité de l'État en règle de vie ? Il n'est jusqu'à Emmanuel Macron qui n'ait introduit cette notion dans son discours à la dernière conférence des ambassadeurs (27 août 2019), modérément apprécié par son auditoire.

Biden fait tout l'inverse : *« La diplomatie est de retour »* a-t-il proclamé dans son premier discours de politique étrangère. Il en est très fier. Biden, en tant que personne, s'efface devant la « diplomatie », définie comme une sorte de monument, d'invariant, qui conduit la politique américaine depuis George Washington. Personne n'ignore que Biden, 78 ans, ne servira qu'un seul mandat. Sa crédibilité exige son dépassement : si la diplomatie doit survivre à la prochaine élection – et contrer tout retour de Trump –, c'est seulement par l'action d'une équipe, soudée autour, sinon d'une doctrine, du moins d'une analyse commune et d'une méthode partagée, étendue à toute la machine administrative, le Département d'État (le ministère des Affaires étrangères), la CIA, le conseiller à la sécurité nationale, l'ambassadeur près les Nations Unies (qui a rang au cabinet). Biden, en vétéran de la Commission des Affaires étrangères du Sénat pendant trente ans, puis de la vice-présidence sous Obama pendant huit ans, connaît le monde. Il est autant un *insider* que Trump était un *outsider.* Tous ceux qui ont été nommés ont l'habitude de travailler ensemble et avec Biden. Ils ont eu quatre ans pour étudier dans les *think-tanks* et les cercles universitaires et produire, souvent en duo, des articles de fond dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs* sur à peu près tous les sujets internationaux.

Gérard Araud, ancien ambassadeur de France à Washington sous Obama et Trump, a regretté que la liste donne l'impression d'une sorte d'*« Obama III »*, un air de déjà-vu. Certes, ce sont les négociateurs des accords sur le Climat ou sur le nucléaire iranien, mais à l'époque ils étaient des numéros deux, voire numéros trois, de la hiérarchie du Département d'État, des diplomates qui étaient affectés à Biden plus que directement à Obama et à plus forte raison à Hillary Clinton, qui était à l'époque Secrétaire d'État. Il n'est que d'avoir observé le couple Obama et le couple Clinton à la cérémonie d'inauguration du 21 janvier pour en conclure que le couple Biden était considéré par ses prédécesseurs comme le « petit dernier », pas vraiment méprisé mais regardé de haut, comme s'il ne méritait pas sa place (qui aurait dû revenir à Hillary, laquelle ne lui pardonnera jamais), ignoré par Obama – qui parle très peu de lui dans ses *Mémoires*. Le seul à paraître sympathiser était le couple Bush junior qui a connu cette sous-estimation (il n'était pas le préféré de son père George Bush). Biden et son équipe sont bien leurs propres maîtres et non la pâle copie des Obama, des Clinton ou des Kennedy. Il ne s'est pas entouré des anciennes vedettes, des donneurs de leçons ou gardiens des héritages. Obama ne jouera pas la statue du Commandeur.

DR.

Dominique Decherf est notamment l'auteur d'un Bainville (Bartillat) et de *Couleurs, mémoires d'un ambassadeur de France* (Galodé).

Construire un ordre raisonnable dans lequel l'Amérique n'est plus l'hyperpuissance.

« America is back ». Quand Biden dans ce premier discours dit que *« l'Amérique est de retour »*, d'un même mouvement que *« la diplomatie est de retour »*, il indique que l'Amérique sera de retour avec les moyens de la diplomatie. La référence à une *« politique thomiste »* renvoie à la construction d'un ordre raisonnable dans lequel l'Amérique n'est plus l'hyperpuissance, ne cherche plus le retour à une grandeur mythique, mais choisit de diriger le mouvement des diplomaties alliées de nature ou de circonstance vers un ordre plus juste. Biden ne renonce en rien au fameux *leadership*, mais, contrairement à Trump qui agissait en solo et au chacun pour soi, Biden sait ne rien pouvoir imposer mais devoir concourir à des solutions.

Le premier test est l'accord iranien parce qu'il détermine la reconfiguration d'un Moyen-Orient moins dangereux, moins stratégique pour les Américains, dont témoigne la distance prise tant avec Netanyahou qu'avec Mohamed Ben Salman. Les États-Unis ont beaucoup perdu et peu gagné dans ces *« guerres de magnificence »* (1) par opposition aux « guerres communes » où se joue l'ordre du monde entre Amérique et Chine.

Avec Pékin, la méthode Trump a échoué. Le déficit commercial américain avec la Chine n'a cessé de croître. L'approche géoéconomique doit être subordonnée à une approche stratégique globale. Ce n'est pas un enjeu limité au mandat Biden, mais qui se compte en dizaine d'années, la durée de vie d'un Xi Jinping ou le centenaire déjà ciblé de la prise de pouvoir en 1949. Les nouveaux titulaires de la politique asiatique au Département d'État ont évoqué dans leurs écrits une forme de stabilisation, analogue à celle instaurée par le Congrès de Vienne de 1815 en Europe. Chiche ?

Les relations avec la Russie, les relations transatlantiques, seront menées à l'aune de la stratégie mondiale sino-américaine. Biden est désinhibé face à Poutine, là où Trump était plombé par les soupçons d'ingérence cybernétique dans les élections américaines. Biden est sans doute le dernier président américain qui ait encore la mémoire de ses racines européennes (irlandaises). Son secrétaire d'État, Anthony Blinken, a été éduqué à Paris. Le pivot asiatique d'Obama, élevé par sa grand-mère à Hawaï, est pourtant irréversible. La vice-présidente Kamala Harris, indienne de mère, ne connaît le monde que vu des côtes californiennes. La division Asie au Département d'État a été rebaptisée *« Indo-Pacifique »*.

Présidence présentée comme « centriste », la présidence Biden est sans doute la plus à gauche qu'ait connue l'Amérique depuis Franklin Roosevelt en 1932. D'abord par ce que l'on a dit déjà des convictions catholiques sociales de Biden. Mais aussi parce que Biden n'a pu gagner que difficilement les primaires face à la gauche du parti, incarnée par Bernie Sanders et Elisabeth Warren. À la Chambre des Représentants, la majorité démocrate est étroite, tandis que l'aile gauche du parti s'est renforcée. Sur le plan international, cette inflexion à gauche se traduit par le retour du multilatéralisme : à la COP Climat, à l'OMS, à l'OMC, mais pas dans la série des accords de libre-échange conclus sous l'ère Clinton et responsables de l'échec des démocrates dans les États industriels gagnés par Trump en 2016. La priorité de la gauche va aussi à une approche plus humaine de l'immigration et, par voie de conséquence, à traiter avec l'Amérique centrale et méridionale, où Biden, vice-président, avait suppléé le désintérêt d'Obama.

L'Afrique demeure au bas de l'agenda, en dépit de la nomination comme représentante à l'ONU d'une ancienne ambassadrice en Afrique, l'afro-américaine, Linda Thomas-Garfield. ■

DOMINIQUE DECHERF.

(1).Termes utilisés lors des guerres d'Italie à la Renaissance.

Les enfants de la Clarée

DR.

Grand reporter, correspondant de guerre à vélo sur à peu près tous les fronts de la planète, Raphaël Krafft suit depuis quelques années l'aventure de ces jeunes migrants qui fuient une Afrique sans espoir.

L'auteur s'est fait connaître par ses équipées de journaliste indépendant. Sillonnant la France avant les élections présidentielles (1), il n'a reculé devant aucune diversité d'opinion mais partagé le gîte et le couvert de ses rencontres ; sa plus lointaine gageure fut, avant la coupe du monde de football, de parcourir à vélo l'Amérique latine. Engagé dans la Légion étrangère en Afghanistan, il a monté la radio associative Surobi avec la population montagnarde et on l'a su récemment embarqué sur le Charles de Gaulle comme, en Afrique, partageant l'ordinaire des soldats de l'Opération Barkhane.

Le cœur de ses entreprises bat aujourd'hui dans l'aventure qu'il mène aux côtés des migrants. De la Goutte d'or jusqu'aux plages de Lybie et aux prisons de Sicile, il les a approchés dans leurs tribulations, non pour attirer sur eux une commisération de façade, mais pour tenter de discerner les causes d'un phénomène planétaire qui lance des milliers d'humains dans des périples fous, au risque des pires tortures.

Son rôle d'observateur l'a ainsi placé dans des situations où il lui était impossible de ne pas entrer en sympathie avec ses sujets de reportage, et, dans un étroit secteur des Alpes, de Briançon à la frontière italienne, Raphaël s'est fait lui-même passeur de deux jeunes Africains. Au risque de poursuites pénales, dont il a conté le prologue en 2017 (2). Et voilà qu'enquêtant sur les mêmes lieux, il s'est joint cette fois au réseau des militants locaux pour aider au passage trois jeunes mineurs que la loi aurait interdit de refouler, si les forces de police n'avaient eu mission de condamner indistinctement tous les migrants à l'absurdité d'un refoulement perpétuel.

D'où l'idée, partagée par une école du lieu, de remonter aux sources de ces aventures, qu'elles soient désespérées, ou au contraire nourries d'espérances et d'ambitions solides. C'est ainsi que sa double expérience, en France et en Guinée lui a permis d'approcher de l'intérieur les raisons qui poussent des jeunes gens à entreprendre un tel périple à travers leur continent et à braver les gangs avides de rançons, les périls en Méditerranée, pour buter enfin sur les ravines des cols alpins.

Trois mineurs sont ici suivis à rebours jusque dans leur patrie africaine où l'on découvre une part du non-dit de cette émigration dont on méconnaît trop la dimension humaine, culturelle, et… imaginaire. Car, on a peine à le croire, c'est l'élite de ces jeunes nations qui, faute de pouvoir suivre sur place les études nécessaires à leur formation, ou impatiente des carences d'un régime gangrené par la corruption, vient ou tente de venir se former en Europe. Ce que l'on apprend au passage sur l'emploi des fonds internationaux voués au développement n'est guère dissuasif à leur égard…

Dans un contexte où La Cimade *« constate la persistance, et parfois l'aggravation, des violations des droits fondamentaux des personnes étrangères en 2020, en métropole comme en Outre-mer »,* ce reportage croisé, et les protestations civiques lancées en France quant au non-respect par les autorités des lois protégeant les mineurs, ont déclenché trop peu de réactions pour satisfaire Raphaël et ses amis, mais laissent entrevoir, entre les villageois de la montagne et les *« passants »* de toutes origines, une fraternité qui rallume l'espoir des vieux héroïsmes populaires de la guerre et de l'occupation. ■

LUC DE GOUSTINE.

(1). Raphaël Krafft, *Un Petit tour chez les Français*, Bleu Autour, 2007.
(2). Raphaël Krafft, *Passeur,* Bleu Autour, 2007.

Raphaël Krafft, *Les Enfants de la Clarée,* Marchialy, janvier 2021.

Dans les revues

■ **Minerais de sang et technologie propre.** - La dernière édition de la nouvelle revue d'inspiration catholique sociale, *Le Monde d'après*, sous la direction de Frédéric Aimard, publie une étude fouillée de 50 feuillets qui rompt un tabou : le monde d'après ou l'économie de demain reposera encore longtemps sur le pire du monde d'avant, à savoir l'exploitation inhumaine des minerais rares. Les trop fameuses transition énergétique et transition numérique (ce n'est pas la même chose et peut être contradictoire) dépendent d'équipements dont les composants ne tombent pas du ciel mais proviennent des profondeurs de la terre comme par le passé, voire pires que lui. On aurait plus de scrupules à changer de smartphone si l'on savait d'où viennent les éléments constitutifs de notre confort : de la sueur, du sang et des larmes de quelque 200 000 « creuseurs » dont 40 000 enfants (estimations de l'Unicef) perdus dans un petit territoire enclavé à peine visible sur une mappemonde, le Nord-Kivu en République démocratique du Congo, à la frontière du Rwanda. C'est de là que l'on extrait le coltan sous une forme artisanale, à partir de puits contrôlés par des bandes armées. Le minerai brut est acheminé par camions à travers le Rwanda et les ports de l'Océan indien (Dar-es-Salam, Mombasa) vers l'Asie qui concentre les capacités de raffinage, puis de production des dérivés.

La situation était largement identique en Afrique de l'Ouest pour l'or et les diamants d'où est venue l'expression : « les diamants de sang » (voir le film sous ce nom *Blood Diamond*, 2006, avec Léonardo di Caprio). On en est sorti en 2003 avec un accord international appelé « processus de Kimberley » qui est censé certifier l'origine des diamants provenant de zones de conflits. La Bourse aux Métaux de Londres, les États-Unis, la Commission et le Parlement européens, l'OCDE, et même la Chambre de Commerce chinoise cherchent à faire de même pour le coltan, mais le problème est démesuré. La demande est exponentielle. Quant à l'offre, elle subit de plus en plus de pressions engendrant un surcroît de violence anarchique où se multiplient les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Le problème est hyper documenté. Pourquoi une telle indifférence ?

Les forces de l'ONU présentes dès l'indépendance de 1960 et, dans leur forme actuelle, depuis 1999, ne peuvent souvent faire plus qu'observer, ce qui conduit néanmoins à déférer parfois des chefs de guerre à la Cour Pénale Internationale à La Haye. L'armée nationale congolaise est inefficace quand elle n'est pas partie au problème. Le voisin rwandais a effectué plusieurs incursions frisant une guerre généralisée, motivé par la présence de groupes de réfugiés descendants des génocidaires de 1994 et organisés paramilitairement. Kigali est toutefois le grand bénéficiaire du commerce du coltan, étant son débouché obligé à l'export. Une plus forte intervention militaire internationale serait s'engager dans une guerre pour « l'empereur de Chine ». Pour l'auteur, les impératifs de lutte contre le réchauffement climatique trouvent ici leurs limites. Il est de plus en plus nécessaire d'en évaluer proprement les coûts humains tout au long des chaînes de valeurs aujourd'hui si complexifiées. Tout revient toujours à l'homme, en l'occurrence au « premier homme ».

D. D.

Jean-Marie Rousseau, « Minerais de sang et technologie propre. », in *Le Monde d'après,* n° 3, 2021, Cahiers des éd. France-Empire.

DR.

par Gérard Leclerc

Pierre Nora, ego-historien

Pierre Nora étant l'inventeur du concept d'ego-histoire, on pouvait s'attendre à ce qu'il se prête quelque jour à cet exercice pour lui-même. Il s'agit pour un historien de se raconter, répudiant en quelque sorte la pure neutralité qu'on attribue aux praticiens des sciences humaines. Cependant, dans l'ouvrage qu'il publiait en 1987 sur le sujet, en recourant aux témoignages de plusieurs contemporains éminents, tels Pierre Chaunu et Georges Duby, l'auteur tenait à préciser qu'il s'agissait *« en historien, d'expliquer le lien entre l'histoire qu'on a faite et l'histoire qui vous a fait. »* Ce qui impliquait tout de même une rigueur qui suppose une certaine mise à distance. Je ne suis pas persuadé que la confession qu'il nous offre aujourd'hui corresponde à cette mise à distance, même si le souci de l'exactitude se garde de trop sacrifier à l'effet littéraire. Ainsi qu'il l'écrit : *« Les souvenirs obéissent aux lois de la mémoire et non à celles de l'histoire. »* De plus, ce qui touche à l'intimité personnelle et familiale relève de la distinction de Gabriel Marcel entre l'objectif et le mystérieux, c'est-à-dire ce qui nous implique profondément.

Ce récit d'une jeunesse correspond à la révélation d'un certain nombre de secrets que l'on ne livre que sur un certain mode, souvent pudique. J'ajouterai que celui qui a dirigé la somme que constitue *Les Lieux de mémoire* ne pouvait éluder la relation qu'il entretient depuis sa naissance avec son appartenance française. Avoir travaillé plus de dix ans à un tel monument ne va pas sans interrogation sur ce qu'un jeune juif français ressent profondément face à ce pays auquel il appartient : *« Je reconnais qu'il y a dans cet acharnement un mystère, et que ce mystère s'appelle la France ou plutôt mon rapport à la France. (...) Il est évident que j'ai eu avec mon sujet un rapport qui n'était pas seulement d'intérêt intellectuel ou professionnel, mais un rapport existentiel. »*

Lorsque votre père est un survivant de la Première Guerre mondiale, où il s'est battu avec héroïsme, vous vous trouvez déjà comme embarqué dans le destin d'un peuple. Mais lorsque vous-même, à neuf-dix ans, vous êtes confronté à l'effroyable défaite de 1940, témoin de la bataille du Vercors plus tard, parce que l'odyssée familiale vous y a conduit étrangement, c'est toute votre vie qui se trouve propulsée dans le creuset national. Votre judéité est un motif de plus pour vous en rendre inséparable : *« Je fais partie de la dernière génération de Juifs qui ne se sentaient vis-à-vis de la France qu'un devoir - celui de faire plus et mieux que les autres. »* Dernière génération, parce que les choses se seraient compliquées avec l'exil des Juifs d'Algérie. Cependant, il n'est pas possible d'éluder ce que la judéité de Pierre Nora signifie pour son appartenance nationale. Il n'est pas, à proprement parler, un juif d'observance. Très jeune, il a refusé le rite de la *bar-mitzvah*, après une conversation avec un rabbin que lui avait recommandé son père. Cela ne veut pas dire que cette judéité soit reniée. Elle se réveille avec ardeur, lorsque le sort d'Israël est gravement en péril, et où l'intellectuel s'inscrit dans la longue file de ceux qui veulent s'engager pour participer à sa défense. Mais ce réflexe ne contredit en rien un patriotisme foncier qui s'est aussi forgé à l'expérience de la guerre : *« Pour ma part, j'ai eu la chance que mon petit noyau familial soit sorti indemne de la guerre, mais j'ai vécu, consciemment ou non, l'arrachement douillet de la bourgeoisie d'autrefois pour vivre intensivement une forme d'exclusion et une expérience tragique de l'histoire. Et du même coup, c'est avec la France tout entière, avec son histoire, que j'avais à me mettre à jour. »*

Que dire des souvenirs proprement familiaux rapportés par l'auteur, sinon qu'ils concernent une famille qui s'est distinguée souvent de façon exemplaire, notamment avec un père médecin de tout premier ordre, qui s'est refusé à quitter la capitale, alors qu'il fut contraint de porter l'étoile jaune. Et c'est un véritable miracle que cette famille ait survécu, alors qu'elle était complètement exposée aux entreprises criminelles de l'occupant. Pierre a eu un frère plus célèbre que lui, en la personne de Simon Nora, qui est apparu comme la figure montante du mendésisme, promis à de hautes fonctions : *« Il a contribué à la création d'une comptabilité nationale et à une planification à la française. Son esprit résistant se doublait d'une haute idée de la fonction publique. Sauver l'État, sauver la France se confondaient un peu dans son esprit et c'est à cette mission qu'il se sentait appelé. »* Sans doute Simon Nora n'a-t-il pas accédé aux hautes fonctions auxquelles il aspirait, mais son nom est resté comme l'un des plus significatifs de l'Après-Guerre.

C'est surtout le destin personnel de Pierre Nora qui est en cause, même s'il est pleinement intégré à la saga familiale. Petit dernier, selon son père il n'aurait rien fait comme les autres, mais c'est pour mieux dessiner un chemin où il trouvera un rôle d'excellence. Ses échecs même vont concourir à ce qui sera un étonnant succès. Nous comprenons que celui-ci a été rendu possible grâce aux méandres d'une vie qui ne s'ordonne pas dans un récit trop organisé, parce qu'ils correspondent *« à une succession de blocs, faits d'expériences hétérogènes ».* Mais cette hétérogénéité renvoie tout de même à ce qu'on appelle un roman d'apprentissage, dont la littérature européenne, depuis Goethe, nous a rendus familiers. Si Pierre Nora n'avait pas échoué par trois fois au concours d'entrée à Normal Sup', sans doute aurait-il assumé une carrière linéaire, brillante, mais étrangère aux aléas aventuriers qui l'ont conduit à ce rôle en surplomb de la vie intellectuelle contemporaine.

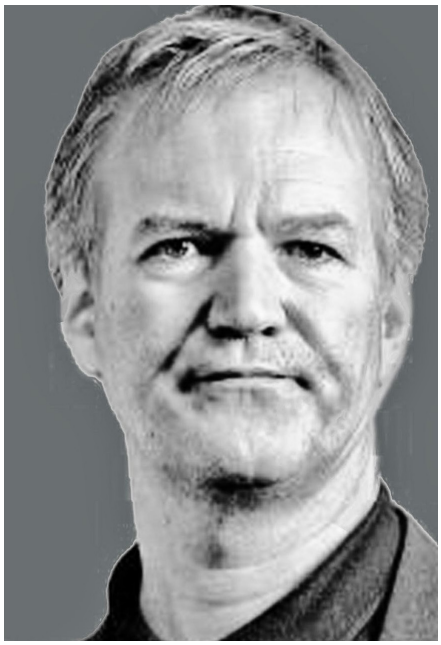
Et lorsqu'il résume son parcours, c'est *« l'écart, le décalage, la priorité à l'oreille et à l'œil, l'observation plus que l'action, la distance critique »* qu'il souligne. « *Mon choix d'être historien est peut-être une manière de ne pas être dans l'action. De regarder, si j'ose dire, le temps passer. On raconte, on analyse, on étudie, on ne participe pas. »* Entendons-nous ! L'homme qui a tout de même poursuivi une carrière universitaire à l'ombre d'un doyen Renouvin, celui qui a publié un millier de livres dans le domaine des sciences humaines et de la nouvelle histoire chez Gallimard, le directeur du *Débat*, une revue qui a joué un rôle de premier plan dans l'échange intellectuel pendant quarante ans, celui-là n'a pas été absent de la scène comme acteur de notre bel aujourd'hui. J'y pensais, l'été dernier, en le voyant parmi la cohorte des académiciens qui accompagnaient Marc Fumaroli à sa dernière demeure : Pierre Nora n'aura nullement démérité au sein de sa génération et il nous est précieux de le mieux comprendre, lorsqu'il nous communique ses secrets les plus personnels. ■

Pierre Nora, *Jeunesse*, NRF Gallimard, mars 2021.

Plaidoyer pour la Main et le Cœur

Les professions intellectuelles monopolisent le pouvoir politique et économique, au détriment des métiers nécessitant habileté manuelle et qualités humaines, pourtant bien plus utiles socialement. L'essayiste et journaliste britannique David Goodhart étudie ce phénomène, de son origine à ses répercussions, et veut croire en son dépassement.

Le dernier livre de David Goodhart a fait l'objet d'une traduction immédiate en français, son éditeur Les Arènes gardant à l'esprit le franc succès de *The Road to somewhere* (2017), paru deux ans plus tard de notre côté de la Manche sous le titre *Les Deux Clans* (1). En librairie depuis octobre dernier, *La Tête, la Main et le Cœur* s'intéresse au creusement des inégalités et au déclassement sous l'angle de la reconnaissance sociale. L'auteur, qui avait théorisé précédemment l'opposition entre les *« Anywhere »* et les *« Somewhere »* – c'est-à-dire entre les gens de partout et les enracinés – approfondit sa réflexion en observant l'évolution des compétences professionnelles et des secteurs d'emploi. Le triptyque qui donne son intitulé à l'ouvrage et en constitue l'ossature est emprunté au *designer* Richard Guyatt. Lors d'un discours devant la Royal Society of Arts en 1950, celui-ci avait magnifié la complémentarité de la tête, de la main et du cœur, lesquels conditionnent respectivement la fonction, l'incarnation matérielle et la valeur de toute chose. Il en est des sociétés comme des artéfacts.



DR.

L'essayiste David Goodhart suit de près l'évolution en profondeur des rapports sociaux

Déséquilibres et frustrations. Pour David Goodhart, le processus d'industrialisation n'avait pas bouleversé le rôle assigné à chacun au sein de la collectivité, notamment en fonction de son sexe, l'homme garantissant les revenus du foyer, la femme étant dévouée au soin de ses membres. C'est, au contraire, l'ère post-industrielle qui a fondamentalement modifié les rapports sociaux. Le démantèlement des industries a durement frappé les métiers manuels. Quant aux logiques comptables, elles ont détruit l'essence des métiers médicaux ou paramédicaux : la relation soignant-patient. Les développements de Goodhart fourmillent à cet égard de statistiques et de témoignages illustratifs.

L'économie des services s'est accompagnée, dans les démocraties occidentales, de la promotion des études universitaires. La valorisation démesurée des diplômes a entraîné des conséquences contradictoires. Elle a, certes, réduit les inégalités de genre sur le plan professionnel, tout en permettant à une part plus vaste de la population d'accéder aux études supérieures, mais elle a rendu plus difficile d'accès des professions autrefois pourvues sans diplôme. Elle a généré, de surcroît, un déséquilibre profond entre domaines de compétences. Les classes supérieures, cantonnées aux professions intellectuelles, ont vu leurs revenus augmenter et ont bénéficié d'un surcroît de reconnaissance de leurs activités. À l'inverse, les métiers de l'artisanat et de l'industrie, comme ceux du soin, ont accusé une déconsidération sociale en même temps qu'une stagnation des revenus moyens.

Chacun, bien sûr, défend ses valeurs. Les individus dotés de hautes capacités cognitives ou créatives adhèrent aux idées libérales, nourries par le désir de mobilité, de réussite individuelle et d'autonomie, quand la moitié moins diplômée de la population reste attachée à un collectif susceptible d'apporter assistance et solidarité (la famille, la communauté locale, la nation). Goodhart décèle dans cet antagonisme axiologique la cause du vote en faveur du Brexit, de l'élection de Donald Trump ou du mouvement des Gilets jaunes, que les classes dirigeantes n'ont ni compris ni anticipés, incapables de percevoir les failles du système méritocratique. Les frustrations ainsi exprimées sont légitimes et ne sauraient être ignorées, plaide l'auteur, car elles dénoncent une situation fondamentalement injuste. La course aux diplômes favorise les familles en mesure de transmettre à leur enfant leur patrimoine culturel, fait du QI l'indicateur dominant de la valeur humaine, justifie la diminution des salaires des métiers recrutant des non-diplômés et substitue aux travailleurs forgés par l'expérience des impétrants sans connaissance de terrain.

La fin d'une époque ? L'écriture de *La Tête, la Main et le Cœur* a débuté avant la pandémie de Covid-19. Mais cette crise n'a fait que conforter David Goodhart dans son intuition, celle d'un basculement imminent. La mobilisation des employés des secteurs alimentaire, médical et industriel face à l'urgence sanitaire a démontré le caractère essentiel du travail de la Main et du Cœur pour la survie d'une société. Ce constat éclatant va dans le sens de l'histoire, estime l'essayiste, qui prédit une progressive décrue de l'attractivité universitaire et, avec elle, une remise en cause du diplôme et du QI comme étalons ultimes de la compétence professionnelle. Il relève que l'intelligence artificielle commence à remplacer les missions dévolues aux métiers de la Tête, rendant inutile à terme l'apprentissage de certaines compétences acquises à l'université ou dans les grandes écoles.

Goodhart ne quitte pas son lecteur sans proposer quelques pistes de transformation de notre modèle sociétal. C'est sur cet aspect que l'étude s'avère quelque peu décevante. Hormis la promotion d'un QE (quotient émotionnel) pour contrebalancer l'autorité du QI et permettre de mesurer l'aptitude aux professions qui nécessitent de fortes interactions sociales, les autres suggestions apparaissent peu originales : valorisation de l'apprentissage qualifiant, retour à l'artisanat à domicile facilité par les nouvelles technologies, apprentissage tout au long de la vie, expérience bénévole dans les fermes ou les hôpitaux…

Ces projections optimistes pourraient se heurter à une réalité moins heureuse. David Goodhart ne l'ignore pas, qui se réfère, abondamment, à la **dystopie** de Michaël Young (*The Rise of Meritocracy)* où la déconnexion des élites, si préoccupées par la préservation de leurs propres intérêts qu'elles l'assimilent à l'intérêt général, provoque la rupture du contrat social et un mouvement de révolte massif. Rééquilibrage social, rupture révolutionnaire ou écrasement définitif des dominés par l'oligarchie ? À coup sûr, un changement d'époque est près d'advenir. La lecture de *La Tête, la Main et le Cœur* ne convainc pourtant pas des chances du plus positif des *scenarii*. ■

CASIMIR MAZET

(1). Cf l'article de Philippe Dillmann, « La nouvelle frontière mondiale », dans *Royaliste* n°1186, du 23 mars 2020.

David Goodhart, *La Tête, la Main et le Cœur. La lutte pour la dignité et le statut social au XXIe siècle*, Paris, Les Arènes, octobre 2020.

Le rugby : une passion franco-anglaise

Le Tournoi des VI Nations vient d'être remporté par le Pays de Galles. C'est la plus ancienne compétition internationale de ce sport, *« inventé par les Anglais mais que les Français ont bien amélioré »*, selon Claude Spanghero, ancien joueur du XV de France.

DR.

Tournoi 1977. Le XV de France, dirigé par Jacques Fouroux, l'emporte à Twickenham face à l'Angleterre.

La citation ci-dessus témoigne du « tournoi dans le tournoi » qui se joue chaque année entre le « XV de France » et le « XV de la Rose » et qu'un journal irlandais a surnommé en 1981 le *Crunch* : derrière cette expression anglaise, qui signifie craquement ou crissement, se cache en fait l'un des plus grands derbys du rugby.

Nous savons tous que l'histoire entre la France et l'Angleterre est parsemée de conflits jusqu'à la fin du XIX[e] siècle. Aujourd'hui, les deux pays ne s'affrontent plus sur le champ de bataille, mais bel et bien sur le rectangle vert du stade de Twickenham ou du Stade de France. C'est l'un des acteurs de ce *Crunch*, Brian Moore, ancien talonneur de l'Angleterre, qui décrit le mieux ce que représente une telle affiche : *« Chaque match contre les Français équivalait à une guerre »*. Une guerre à relativiser car sans victimes et qui illustre avant tout une rivalité historique.

C'est pourquoi il reste possible de concevoir une analogie, non dénuée de sens, avec la rivalité géopolitique historique entre la France et l'Angleterre et ce *Crunch* annuel tant attendu de chaque côté de la Manche : les avants-matchs avec les provocations verbales des deux côtés, les tabloïds anglais qui s'en donnent à cœur joie contre *« the froggies »* (grenouillettes) avec leur tonalité anti-française « au ras-des-pâquerettes » peuvent être rapprochés des escarmouches qui précédaient les affrontements historiques (avec leurs règles et leurs codes) qui, eux, font inévitablement penser au match lui-même, avec son vocabulaire guerrier, ses affrontements physiques de haute intensité et ses plaquages destructeurs.

Comment ne pas faire le parallèle entre l'historique et si importante « Entente cordiale » et la célèbre « troisième mi-temps » ? Celle-ci est ce moment de convivialité partagée après un match entre les joueurs des deux équipes, un moyen cathartique de souder les hommes entre eux et d'apaiser les tensions générées par le combat qui a eu lieu quelques heures plus tôt. N'existant que dans le rugby, seul sport de combat collectif à célébrer les vertus du collectif, la troisième mi-temps est consubstantielle de la nature du jeu. Elle lui donne pleinement sa dimension sociale. Sans troisième mi-temps, le combat rugbystique n'est plus que violence.

À l'instar de Roger Couderc, remarquable commentateur de rugby à la télévision dans les années 60 et 70, nous ne pouvons que conclure : *« Allez, les petits ! »* sans oublier de prendre un malin plaisir à rajouter un clin d'œil historique : *« A l'année prochaine et n'oubliez surtout pas de venger notre Jeanne d'Arc…!!! »*. ■

LOIC DE BENTZMANN.

Football

■ **Le ballon rond en grave difficulté.** Mai 2018 : la LFP (Ligue de Football Professionnel) annonce triomphalement avoir cédé les droits TV nationaux de diffusion des matchs de la Ligue 1 et de la Ligue 2 pour la période 2020-2024, contre un montant annuel de 1 153 milliards d'€, dont 780 millions apportés par un groupe espagnol, Mediapro. Février 2021 : la Justice valide la rupture unilatérale du contrat par la LFP pour défaut de paiement de la part du groupe espagnol.

Il s'avère, en effet, que la LFP, comme hypnotisée par le montant proposé, a préféré accorder les droits de diffusion à un groupe financier qui n'avait comme seul objectif que de revendre, avec plus-value, ces derniers à des diffuseurs. Le *hic*, c'est qu'aucun diffuseur ne s'étant présenté, Mediapro, dont ce n'est pas le métier, s'est retrouvé dans l'obligation de créer sa propre chaîne de TV à péage pour pouvoir collecter des abonnements et diffuser les matches. Sans surprise, les abonnés espérés boudèrent le produit, comme une étude de marché sérieuse et rigoureuse l'aurait révélé si elle avait été réalisée. Le groupe s'est vite retrouvé dans l'incapacité de financer son achat et la LFP a dû trouver en urgence un nouvel acquéreur/diffuseur.

Il va de soi que cette urgence a placé la Ligue (et donc l'ensemble du secteur économique qu'est le football et notamment le monde amateur qui est sa base sociale) en position de grande faiblesse face aux acteurs solvables et expérimentés – évincés en 2018 – que sont Canal+ et BeinSport, les partenaires historiques du foot en France : ils ont ainsi récupéré, pour la moitié environ de la somme initiale, un produit qui a un vrai public, d'autant plus intéressé que, pour l'instant, il ne peut plus accéder aux stades.

Les conséquences économiques et sociales de ce loupé sont considérables : les clubs professionnels (qui sont des PME avec des salariés) et les clubs amateurs de la France périphérique, acteurs importants dans le lien social, se trouvent privés d'une ressource financière vitale et qui risquent d'en payer très vite les frais. Nous y reviendrons prochainement.

OMAR GOUSMI.

À Nawal El Saadawi

Écrivain, médecin et féministe, l'Égyptienne Nawal El Saadawi est décédée le 21 mars à l'âge de 89 ans. Durant des décennies, cette femme à la bravoure immense a défié tous ceux qui entendaient brider les femmes, les priver de leur identité, de leur voix. Le grain de la révolte contre les violences faites à la moitié de l'humanité est semé très jeune chez l'intéressée. En effet, alors qu'elle n'a que quatre ans, elle est excisée sur ordre de sa mère. Cette atroce expérience lui servira de terreau pour son œuvre intellectuelle. Elle couchera ainsi sur papier, dans son essai le plus connu *La Femme et le Sexe*, ce traumatisme que 90 % des Égyptiennes subissent encore aujourd'hui. Dans ce livre révolutionnaire où elle écrit : *« La société reconnaît le droit à la jouissance pour le garçon, elle le nie chez la fille »*, Nawal El Saadawi fait sauter les verrous qui cadenassent certains sujets tels que la sexualité féminine. À l'issue de cette sortie, elle sera d'ailleurs renvoyée du ministère de la Santé où elle officiait. Emprisonnée sous Sadate, contrainte à l'exil, elle continuera sa lutte en faveur des femmes. Son combat acharné contre les islamistes lui vaudra des menaces de mort mais elle ne pliera pas un seul instant. En témoigne son livre *La Chute de l'Imam*. Sensible à chaque étincelle démocratique qui émaille l'Égypte, elle soutiendra aussi les manifestants de la place Tahrir en 2011. Une vie entière passée à se dresser, forte, fière, contre l'obscurantisme. ■

INDIANA SULLIVAN.

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (20)

Raymond Toublanc

La résistance des royalistes ne se limite pas à la région parisienne et à celles de l'est. Dans tout l'ouest, les patriotes se mobilisent et les réseaux s'organisent dès les lendemains de l'armistice. Ainsi de l'Anjou, d'où émergent de belles figures, comme celle du jeune Raymond Toublanc et du responsable royaliste local, Jacques Bordier.

À la rentrée universitaire de 1940, le doyen de la faculté d'Angers, Jean du Plessis de Grenédan (1), fait une conférence, reprenant le titre du livre de Maurice Barrès, *Sous l'œil des Barbares*. Combien a-t-il raison puisque sa ville est en zone occupée, administrée civilement par Vichy, mais ville « chef de région » pour la *Wehrmacht*. C'est-à-dire que l'administration militaire allemande *(Militärverwaltung)* s'y installe et exerce son autorité sur dix-sept départements du grand Ouest. Occupant la cité, ils mettent en place un service de l'*Abwehr* (service secret de l'armée), la section III/F, avec une antenne du contre-espionnage *(Nebenstelle)*. C'est elle qui a détruit, en janvier 1941, l'un des premiers réseaux de la France Libre, Nemrod, et arrêté Honoré d'Estienne d'Orves (2) …

Dès l'entrée des troupes allemandes, le 19 juin, les soldats français ont abandonné leur matériel. Ainsi, de-ci de-là, des tas d'armes sont éparpillées dans la ville et la région. Plusieurs groupes décident de les récupérer. Les royalistes, autour du jeune Raymond Toublanc et des scouts catholiques réunis par Jacques Marchand, partent en quête. Raymond entrepose sa collecte d'armes dans la maison familiale.

Les royalistes de l'Anjou. Raymond Toublanc (20 ans), d'une très ancienne famille de tradition royaliste, fait ses études à la Catho. Son jeune frère, Jean, d'une dizaine d'années à l'époque, participe, bien plus tard, aux événements d'Algérie, milite à la Restauration Nationale de Pierre Juhel et est même membre du comité directeur de l'AF avec Georges-Paul Wagner, Yves Lemaignen et Bertrand Renouvin. Ils fonderont la Nouvelle Action Française en 1971 (mais ceci est une autre histoire).

En attendant, son frère aîné va très bien s'entendre avec Jacques Marchand et tous deux, sous l'autorité du chef de la section royaliste locale, Jacques Bordier, vont s'engager dans l'action clandestine. Pas seulement, puisqu'ils manifestent (avec Robert Dean (3)), les 11 novembre 1940 et 1941, devant le monument aux morts.

Jacques Bordier, en relation avec Victor Chatenay (« France Libre »), rattache son groupe à « Honneur et Patrie ». Il a pour mission de collecter des renseignements sur les troupes d'occupation et les mouvements collabos. Le groupe clandestin participe aussi à la cache des aviateurs alliés, à l'aide aux évadés militaires français et envisage d'organiser un

Une place d'Angers commémore l'action héroïque du royaliste Raymond Toublanc.

maquis dans les Mauges et le Beaujois. En décembre 1940, ils sabotent plusieurs camions allemands en leur crevant les pneus, écrivent sur les murs contre les collabos, lacèrent les affiches allemandes (comme celle : *« Faites confiance aux soldats allemands »*), distribuent des tracts et les journaux clandestins

Le 3 mars, la Gestapo envahit la maison familiale. Jean Toublanc et Jacques Bordier y sont arrêtés.

Torturé, déporté, assassiné. La collecte du renseignement est souvent un jeu très dangereux. À la demande du réseau, Jacques Marchand, pour l'espionner, prend sa carte au parti pro-allemand, le Mouvement Social Révolutionnaire (MSR), de l'ancien chef cagoulard Deloncle. Dans la nuit du 25 au 26 novembre 1941, Raymond Toublanc, Serge Daburon et Jacques Marchand cambriolent le siège du mouvement collabo. Ils emportent la caisse, le fichier des adhérents et le courrier. Ils poursuivent en sabotant les réunions dudit mouvement. Toublanc, Couchoux et Mousseau accusent publiquement le pseudo-marquis de Beon (président du MSR local) en écrivant sur sa porte *« Vendu »*.

Ils ne s'arrêtent pas là : grâce aux listes volées, ils en tirent un tract, où ils nomment les collabos, qu'ils distribuent dans toute la bonne ville d'Angers. Toujours à la demande du réseau, le jeune Marchand poursuit son espionnage au Parti Populaire Français de Jacques Doriot…

Avec le retour de Pierre Laval (avril 1942), les collabos ont les mains libres, le Reich aussi ! S'installe à Angers Ernest Wolf qui organise sa police politique la Geheim Staatspolizei (Gestapo) et fait régner la terreur. Comme partout, il trouve un Français, un traître, Jacques Vasseur qui va s'acharner sur les groupes de Résistants (près de 400 arrestations à son actif).

Le 3 mars 1943, la Gestapo envahit la maison de la famille Toublanc. Raymond et Jacques Bordier y sont arrêtés. Mis au secret dans la prison du Pré-Pigeon le jeune homme va être torturé presque tous les jours pendant des mois. Chaque semaine, sa mère lui apporte du linge propre et regarde l'inscription sur le mur d'entrée *« Toi qui entres ici, ne perds pas toute espérance »*… Elle en a bien besoin lorsqu'elle s'entend dire par l'auxiliaire SS : *« Mais votre fils, Madame, il est très courageux, Madame ! Très courageux !!! »*

Deux mois plus tard, Raymond Toublanc (4) est transféré à Compiègne puis part vers les camps : Sachsenhausen, Bergen-Belsen puis Neuengamme. Il décède d'épuisement et de dysenterie, le 27 mars 1945.

Longtemps après, la ville d'Angers rend hommage à Raymond Toublanc en inaugurant une place à son nom. Jacques Bordier n'aura pas cet honneur, mais il aura tout de même la reconnaissance des autorités. Lors du 65e anniversaire de la libération de sa ville, un adjoint au maire rappellera la résistance du groupe Bordier et des Patriotes d'Anjou, oubliant toutefois de mentionner qu'ils étaient, pour la plupart, royalistes… ■

FRANCOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Jacques Bordier et les Patriotes d'Anjou.)

(1). Le marquis Jean du Plessis de Grenédan est né le 29 novembre 1890 à Mayenne. Ancien combattant de la Grande Guerre, affecté en 1940 au 17e groupe de reconnaissance de corps d'armée (GCRA), fait prisonnier, il s'évade et devient « Yves » dans son réseau de renseignements pour la France libre. Il est fusillé à la prison de Wittlich le 25 avril 1943.

(2). Le royaliste Honoré d'Estienne d'Orves est mort fusillé par les nazis, le 29 août 1941 à la Forteresse du Mont-Valérien.

(3). Robert Dean, lycéen, est fusillé en octobre 1942.

(4). Raymond Toublanc est né à Poitiers le 21 juin 1920. Il devient le n° 66477 au camp de Sachsenhausen. Il décède au camp mouroir de Sandboistel, le 27 mars 1945.

Brèves royales

■ **Jordanie, le 5 mars** : C'est sa première intervention officielle à la télévision jordanienne en tant que prince héritier. Hussein, fils du roi Abdallah II, a accepté de répondre aux questions de Jordan TV, à l'occasion du 65e anniversaire de la création des Forces armées du royaume Hachémite. Lors de cet entretien, le prince, âgé de 26 ans, a rendu hommage à la décision de son grand-père d'arabiser une armée jusqu'ici dirigée par des officiers britanniques, rappelé que la maison royale est la gardienne des lieux saints de Jérusalem, avant de saluer la force de la jeunesse jordanienne qui fait face à la pandémie de Covid-19 avec « courage ».

■ **Italie, 17 mars** : Sur sa page Facebook, Emmanuel-Philibert de Savoie a publié un communiqué signé de la main de son père pour l'anniversaire des 160 ans de l'unité italienne. Prétendant au trône, le prince Victor-Emmanuel de Savoie a rendu hommage au souverain du *Risorgimento* et à une monarchie qui a *« garanti la liberté des Italiens »*. Le fils du roi Humbert II a profité de l'occasion pour saluer le travail fait au quotidien par le personnel médical qui lutte contre la Covid-19 afin de *« libérer »* le pays de cette pandémie, faisant un lien entre les deux événements.

■ **Iran, le 19 mars** : *« J'espère que ces forces profiteront au mieux de cette opportunité pour atteindre le but principal que nous nous sommes tous fixés et mettre fin à l'incompétence de ce régime »*. À la veille de l'élection présidentielle iranienne prévue en juin prochain, le prince Reza Pahlavi a annoncé son soutien à la nouvelle campagne de désobéissance civile lancée par un groupe d'activistes pro-démocratie. Sur les réseaux sociaux, le prétendant au trône du Paon a appelé tous les groupes d'opposition à Téhéran à converger sur le même objectif et à dire *« Non à la République islamique »* d'une seule voix.

■ **Andorre, le 25 mars** : Visite officielle de deux jours d'un souverain d'Espagne dans la principauté, dans le cadre de la préparation du XXVII[e] sommet de la Conférence ibéro-américaine. La visite royale a été qualifiée d'*« historique »* par les médias hispaniques, d'autant que c'est le premier voyage d'État du couple depuis le début de la pandémie de coronavirus et en Andorre.

FRÉDÉRIC DE NATAL.

La Nouvelle Action Royaliste

Notre journal

Du sport dans *Royaliste*? Et pourquoi pas! La page 13 de ce numéro traite en effet de rugby et de football. Comme d'autres pages abordent maintenant les questions agricoles, l'environnement, l'énergie, la défense, la justice, la santé, la crise universitaire…, sans pour autant rogner sur la couverture des sujets politiques, économiques, internationaux ou sur ce qui se passe sur le front des idées.

Deux explications à cela. Le passage sur 16 pages nous permet de couvrir plus largement l'actualité. C'était le premier objectif de la nouvelle maquette, au-delà de son aspect plus esthétique et plus compact. Mais l'équipe de rédaction s'est aussi beaucoup étoffée : ***Royaliste*** **mobilise maintenant plus de 35 signatures régulières**, parmi lesquelles nombre de bons experts : hauts fonctionnaires, journalistes spécialisés, enseignants, chercheurs… Tous ne sont pas adhérents de la NAR, mais peu importe, tous convergent sur une même idée : faire un journal d'opinion, ouvert sur le monde extérieur et sur les différents courants d'opinion, mais ferme sur ses convictions.

Nous n'avons pas l'intention de rester en si bon chemin : le travail d'amélioration de la maquette va se poursuivre, nous envisageons de changer de mode d'impression pour gagner en lisibilité et en qualité. Nous travaillerons cet été sur un numéro spécial entièrement dédié au 50[e] anniversaire de la NAR, à la fois rétrospectif et prospectif. Le second semestre sera consacré au nouveau site internet du journal, projet différé de quelques mois compte tenu de la priorité donnée au passage sur 16 pages. Et nous poursuivrons notre offensive sur les réseaux sociaux, via nos pages Facebook et notre chaîne Youtube, pour atteindre de nouveaux publics.

La fidélité de nos lecteurs, la forme sympathique qu'a prise depuis un an notre courbe d'abonnés sont pour beaucoup dans cette dynamique. Comment aller plus loin? Rien de plus simple : en diffusant le journal autour de vous, en premier lieu auprès des « leaders » d'opinions : élus locaux, syndicalistes, responsables économiques ou associatifs, monde enseignant et étudiant. Gagner en influence, ce sera notre priorité des prochains mois. Vous pouvez puissamment nous y aider.

Communiqué de la NAR

■ **Des attaques insidieuses contre nos forces de sécurité**. L'enquête livrée mi-mars par *Mediapart* sur une *« filière néonazie »* au sein de l'armée française a provoqué des remous. Le ministère des Armées a pourtant rappelé qu'il ne s'agissait que de *« quelques cas isolés », « nullement représentatifs des militaires français »* et *« qui ne constituaient en rien une filière »*. Dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon traitait les gendarmes et policiers chargés des contrôles sur le confinement de *« bons à rien, tout juste capables de mettre des amendes »*.

La NAR condamne ces attaques contre nos forces de sécurité qui interviennent dans des conditions difficiles aussi bien sur le territoire national qu'à l'extérieur. Elle invite nos représentants politiques à éviter toute démagogie et à conserver un minimum d'esprit civique.

Erratum

■ Dans la rubrique « Les Faits majeurs » de notre numéro 1206, nous indiquions, s'agissant de l'Arménie, qu'elle était *« fragilisée par l'issue tragique du conflit militaire avec l'Afghanistan »*. Il fallait, bien sûr, lire l'Azerbaïdjan. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

Mercredis de la NAR

Compte tenu du confinement, nos Mercredis se déroulent entièrement à distance sous forme de visioconférence, devant un public restreint. Chaque séance est enregistrée et nos lecteurs peuvent y accéder dès la semaine qui suit sur la chaîne Youtube de la NAR (1).

Mercredi 31 mars
Omar Gousmi, Cyril Garcia,
« Le rapport Stora et la Guerre d'Algérie »

Mercredi 7 avril
Jean-Pierre Le Goff,
« La société malade »

Mercredi 14 avril
Didier Gascuel,
« Crise écologique et climatique : une révolution dans la mer est-elle possible? »

Mercredi 5 mai
François Azouvi,
« La Résistance, Vichy, notre mémoire »

(1).https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste-

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin
Directeur adjoint : C. Barret
Rédacteur en chef : N. Palumbo
Maquette/SR : F. Aimard
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801
ISSN 0151 – 5772
Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

❑ Je m'abonne à Royaliste
VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20 €) o SIX MOIS (30 €) o UN AN (50 €) o UN AN SOUTIEN (120 €)
VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50 €)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**
Nom/prénom : .....
Adresse : .....
Code postal/Ville/Pays : .....
Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boite 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Éditorial

par Bertrand Renouvin

L'empire des normes

La campagne de vaccination accuse un retard de sept semaines et ce retard va croissant. Tel est le constat diffusé par les médias, le 25 mars, à quelques heures d'un Conseil européen consacré pour partie à la crise sanitaire.

Sept semaines ! Comme pour souligner l'ampleur du désastre, les chaînes de télévision diffusent régulièrement des reportages sur le retour progressif à la vie normale aux États-Unis et en Grande-Bretagne, grâce à la vaccination massive de la population. 43,5 % des Britanniques et 26 % des Américains étaient vaccinés le 24 mars, alors que les principaux pays de l'Union européenne se tenaient entre 9 et 10 %. Là-bas, des morts et des hospitalisations évitées, ici les effets meurtriers de la pénurie de vaccins.

Dans le style relâché du *start-up managemen*t, Emmanuel Macron a reconnu que *« nous, on n'a pas été assez vite, assez fort là-dessus »*. Et d'ajouter : *« on a eu tort de manquer d'ambition, j'allais dire de folie, on est trop rationnel peut-être »*. On prétend à la lucidité mais on s'égare dans une psychologie de bazar parce qu'on est incapable de reconnaître que les défaillances meurtrières de Bruxelles tiennent à la conception même de l'Union européenne.

Les beaux discours sur le *« grand marché de centaines de millions de consommateurs »*, la *« forteresse euro »*, *« l'Europe-puissance »* et *« l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde »* annoncée il y a vingt ans, masquent une réalité prosaïque : ce qu'on a construit en rêvant tantôt au Saint-Empire, tantôt aux États-Unis, c'est l'empire des normes. La bureaucratie bruxelloise travaille sur dossiers, veille à ce que toutes les cases des questionnaires soient remplies et passe des contrats au moindre coût (1).

Le résultat de cette gestion apparemment impeccable, effectuée après le passage des groupes de pression dans le respect scrupuleux des normes, c'est le désastre dont les peuples sont accablés, c'est un « chiffrage » en nombre de morts et c'est l'impossible décompte de toutes les souffrances, physiques et psychiques, éprouvées depuis un an par d'innombrables citoyens.

Ces lenteurs procédurales et ces budgets parcimonieux sont typiques de la « gouvernance » à l'allemande, obsédée par l'ordre formel et la discipline austéritaire. Il en résulte un immense désordre : des États achètent des doses à l'extérieur de l'Union, on retrouve par hasard 29 millions de flacons en Italie, les contrôles aux frontières se font sans la moindre concertation – par exemple entre l'Allemagne et la Moselle. Quant à la gestion au moindre coût, elle relève de la farce sinistre : la Commission européenne a voulu faire des économies sur le prix des doses mais les retards accumulés représentent déjà une perte globale de 123 milliards !

La macronie apporte à ce désordre sa propre touche chaotique, en décidant dans la panique, le 15 mars, de cesser pendant plusieurs jours la vaccination avec AstraZeneca, puis en annonçant le 18 mars un nouveau confinement qui incite à vivre dehors, assorti d'une circulaire aberrante retirée en catastrophe et de la fermeture de magasins sans danger pour la clientèle… tandis que l'épidémie flambe dans les écoles restées ouvertes.

L'orgueil d'Emmanuel Macron, les divisions du gouvernement, la peur d'une révolte populaire, le jeu des groupes de pression, les recommandations de McKinsey et nos classiques pesanteurs bureaucratiques constituent les principaux ferments d'une anarchie soulignée par de pitoyables techniques de communication.

L'Union européenne a tout raté. Elle n'était pas le bon échelon pour lutter contre la pandémie : une crise sanitaire mondiale exigeait une concertation mondiale des États, suivie de mobilisations nationales organisées par les autorités politiques de chaque pays. Au lieu d'articuler autant que possible le mondial et le national, on a misé sur une riposte « européenne » sans comprendre que la Commission serait nécessairement inefficace, puisqu'elle est prisonnière du fameux « marché ». Aujourd'hui, Bruxelles dénonce les manœuvres d'AstraZeneca et rend ce groupe responsable de la lenteur de la vaccination, sans voir que la Commission est impuissante face aux entreprises qui jouent le jeu impitoyable du capitalisme.

L'empire bruxellois des normes s'est construit contre tout pouvoir étatique. Or, c'est le pouvoir étatique, essentiellement politique, qui est seul capable d'affronter les situations exceptionnelles. La crise sanitaire, immédiate et brutale, exigeait des réponses rapides et fermes sous forme de fermeture temporaire des frontières nationales, de réquisitions, de nationalisations et de financements massifs, selon un plan gouvernemental soumis au Parlement. Mais la norme bruxelloise est conçue contre le dirigisme et le protectionnisme. Quant au fameux *« plan de soutien »*, il est trop timide en comparaison des mesures prises par les États-Unis et la Chine et trop lent dans sa mise en œuvre. Il demeure problématique puisque la Cour constitutionnelle allemande a suspendu la ratification de ce plan, au lendemain d'un sommet européen qui n'a servi à rien.

L'Union européenne est une mécanique régressive et mortifère dont il faudrait au plus vite s'affranchir. ■

(1) Cf. Le Blog de Descartes, 6 mars 2021, cité dans notre précédent numéro.

Sommaire

Page 2 – La fiction du capitalisme responsable – Sur le mur de Jean Chouan.
Page 3 – Unef, le fantôme des campus. – L'Écho du net.
Page 4 – Pressions allemandes sur l'avion de combat du futur. – La quinzaine sociale.
Page 5 – Sarkozy & compagnie.
Page 6 – La Russie en Afrique. – Voix étrangères.
Page 7 – Les élections en Israël.
Pages 8 et 9 – Synthèse : De Trump à Biden, l'évolution de la politique étrangère américaine.
Page 10 – Les enfants de la Clarée. – Dans les revues.
Page 11 – Pierre Nora, ego-historien.
Page 12 – Plaidoyer pour la Main et le Cœur.
Page 13 – Rugby : une passion franco-anglaise. – Football. – Nawal el Saadawi.
Page 14 – Royalistes contre nazis : Raymond Toublanc.
Page 15 – Le mouvement royaliste.
Page 16 – Éditorial : L'empire des normes.